

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 15/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NOVARTIS PHARMA SAS (biotechnologie)**

8 rue de l'industrie  
BP 349  
68330 Huningue

Références : 0006702475\_2025\_11\_18\_NOVARTIS\_VIIC-suivi-échéances-RSDE  
Code AIOT : 0006702475

Annexe 1 : détail de certaines prescriptions

Annexe 2 : tableau d'analyse du positionnement « RSDE » de l'exploitant

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement NOVARTIS PHARMA SAS (biotechnologie) implanté 8 rue de l'industrie BP 349 68330 Huningue. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite de contrôle s'inscrit dans le cadre des suites de la visite du 10 janvier 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NOVARTIS PHARMA SAS (biotechnologie)
- 8 rue de l'industrie BP 349 68330 Huningue

- Code AIOT : 0006702475
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NOVARTIS PHARMA SAS exploite sur la commune d'Huningue un centre de biotechnologie, concourant à la fabrication de médicaments via un procédé issue de la biotechnologie (utilisation de molécules par modification génétique, et développement des produits finaux par croissances cellulaires).

### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                     | Référence réglementaire                                | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Mesure comparative                                    | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III       | Avec suites, Demande d'action corrective                                                                   | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 3  | Programme de surveillance (Compatibilité milieu)      | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22-2°        | Avec suites, Demande d'action corrective                                                                   | Prescriptions complémentaires                                                                                              | /                     |
| 4  | Programme de surveillance (Valeurs limite d'émission) | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32, 33 et 34 | Avec suites, Demande d'action corrective                                                                   | Prescriptions complémentaires                                                                                              | /                     |
| 5  | Programme de surveillance (fréquence)                 | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60           | Avec suites, Demande d'action corrective                                                                   | Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires                                                                 | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                  | Référence réglementaire                          | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 2  | Programme d'autosurveillance : DCO | AP Complémentaire du 04/10/2012, article 9.3.1-3 | Avec suites, Demande d'action corrective                                                                   | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés sur site montrent que :

- l'exploitant a engagé des actions afin de se mettre en conformité vis-à-vis des demandes d'actions

correctives formalisées par l'Inspection dans son rapport du 12/01/2024,

- deux nouvelles non-conformités sont relevées par l'Inspection et ne font pas l'objet de proposition des suites prévues par l'article L.178-1 du Code de l'Environnement compte tenu des engagements fermes pris par l'exploitant, et de la nature des non-conformités relevées,
- les prescriptions relatives à la surveillance des rejets aqueux industrielles sont à reprendre, un projet d'arrêté est en cours de rédaction, et sera transmis prochainement à l'exploitant pour avis.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mesure comparative

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre du contrôle de recalage & Exigence d'accréditations/agréments                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 10/01/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 25/07/2024</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les constats relatifs à cette prescription, sont réalisés dans le cadre des suites de la visite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

d'inspection du 10/01/2024. Lors de ce contrôle, l'inspection avait pu caractériser une non-conformité, relative à un défaut lors de la mise en œuvre de la mesure comparative réalisée. En effet les réalisés en 2024 montraient que la comparaison était réalisée sur la partie analytique, mais pas sur la partie prélèvement. Le préleveur accrédité, ne mettait pas en œuvre son propre système de prélèvement en parallèle du prélèvement de l'exploitant, mais utilisait les échantillons constitués par ce dernier pour réaliser la comparaison des mesures. Une demande d'action corrective (sous 6 mois) avait été formulée lors de la transmission du rapport du 12 janvier 2024.

Les constats réalisés sur site et l'examen des éléments portés à la connaissance de l'inspection (courrier du 6 décembre 2024, et son annexe : rapport n°2300622\_1\_1\_1\_Rev1 du 21/10/2024) montre que :

- Le prélèvement pour la comparaison des résultats est désormais réalisé par l'organisme accrédité (à jour dans son accréditation) via son propre système de prélèvement (asservi au débit 100ml prélevés tous les 7m3 comptés). Il a pu être constaté au cours du présent contrôle que dans le cadre de la mise en conformité de ses pratiques, l'exploitant a mis en place un piquage spécifique pour que le préleveur puisse se connecter et réaliser son propre échantillonnage,

- les périodes de prélèvements n'ont pas été identiques sur les échantillons transmis pour analyse et comparaison des résultats. En effet, la période d'échantillonnage a été faite du 16 septembre 2024 à 13h00 au 17 septembre 2024 à 13h00 pour le préleveur sous accréditation, lorsque l'échantillon exploitant a été constitué du 16 septembre 2024 à 00h00 au 17 septembre 2024 à 00h00.

L'exploitant a mis en œuvre des actions correctives, cependant elles ne permettent pas de considérer que la prescription contrôlée est désormais respectée. Dans le cadre des éléments transmis par l'exploitant à l'Inspection, ce dernier s'est engagé à faire réaliser dans les meilleurs délais une nouvelle campagne de mesure pour répondre de manière intégrale à la prescription contrôlée. Une commande ferme montrant la programmation d'une campagne les 5 et 6 janvier 2026 a été transmise. Ainsi, compte tenu de ce qui précède et de la nature des écarts relevés qui ne remettent pas en cause directement la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, il n'est en l'état pas proposé de faire application des suites administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Programme d'autosurveillance : DCO

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 04/10/2012, article 9.3.1-3

**Thème(s) :** Risques chroniques, autosurveillance

### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/01/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 25/07/2024

### Prescription contrôlée :

Envoi dans une station d'épuration industrielle:  
[...]

Avant d'être rejetés pour traitement vers la station d'épuration industrielle via le réseau de BASF Performance Production SA, l'ensemble des eaux industrielles doivent respecter les critères et faire l'objet des contrôles suivants:

|                                          | Eaux industrielles        |                                                                                            |
|------------------------------------------|---------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                          | Périodicité des contrôles | Valeurs maximales                                                                          |
| <b>Demande Chimique en Oxygène (DCO)</b> | semestrielle              | <b>2000 mg/l</b>                                                                           |
| <b>Azote Kjeldahl</b>                    | semestrielle              | <b>600 mg/l</b>                                                                            |
| <b>MES</b>                               | semestrielle              | <b>600 mg/l</b>                                                                            |
| <b>Cellules génétiquement modifiées</b>  | Bi mensuel                | <b>Aucune cellule génétiquement modifiée vivante (OGM mis en oeuvre dans nos procédés)</b> |

[...]

#### Constats :

Lors du précédent contrôle, l'Inspection avait pu constater qu'au titre de l'année 2023, la mesure en DCO (code SANDRE n°1314) n'était pas formellement réalisée par l'exploitant, puisque dans le cadre de son autosurveillance, il mettait en œuvre une mesure sur le paramètre ST-DCO (code SANDRE n°6396).

Les éléments transmis par l'exploitant le 6 décembre 2024 montrent que les mesures réalisées en 2024 ont été faites sur le paramètre DCO. Par ailleurs, il est à noter que l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, a notamment été modifié le 11 avril pour introduire la possibilité d'utiliser la méthode ST-DCO en tant que méthode normalisée (norme ISO 15705) pour la mesure du paramètre DCO (code sandre 1314).

Considérant les éléments qui précèdent, l'Inspection considère que l'exploitant s'est mis en conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée et les écarts relevés en 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Programme de surveillance (Compatibilité milieu)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22-2°

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance

#### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 10/01/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 25/04/2024

**Prescription contrôlée :**

2° Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.

I. - Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse suite à l'instruction du dossier déposé par l'exploitant afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales en vigueur.

II. - L'arrêté d'autorisation fixe, le cas échéant, plusieurs niveaux de valeurs limites selon le débit du cours d'eau, le taux d'oxygène dissous ou tout autre paramètre significatif ou la saison pendant laquelle s'effectue le rejet.

**Constats :**

Lors de la visite de contrôle du 10 janvier 2024, l'Inspection avait pu établir que le dossier requis par la prescription contrôlée n'était pas complet, car la compatibilité des rejets n'avait pas été réalisée par l'exploitant en prenant en considération la pollution amont du milieu naturel.

Dans le cadre de sa transmission du 6 décembre 2024, l'exploitant explicite les éléments suivants :

- un prélèvement a été réalisé le 5 juin 2024 dans le Rhin en amont des installations, sur les paramètres devant faire l'objet d'un positionnement vis-à-vis de la compatibilité avec le milieu récepteur. Dans le cadre de ce prélèvement, l'exploitant mentionne que les résultats obtenus sont difficilement exploitables considérant l'occurrence d'un épisode pluvieux avant la date du prélèvement. Cet épisode aurait entraîné des valeurs anormales pour la zone en matière en suspension et en paramètres associés (métaux, composés organiques, etc). L'Inspection constate en effet que la concentration mesurée en MES est de 140 mg/l lorsque la moyenne du percentil 90 sur 2022, 2023 et 2024 est de 14,67mg/l en aval proche de la zone de prélèvement,

- les données sur la qualité du Rhin en amont du site, via les autorités Suisses, s'échelonnent de 1970 à 2010, mais ne concernent qu'un nombre limité de paramètres (le Phosphore total, l'aluminium, le cuivre, le fer, le zinc). Par ailleurs pour certains des paramètres tels que les métaux, les mesures sont exprimées sur une fraction dissoute et non, totale, ne permettant pas de comparaison aisée,

- l'outil d'évaluation de la compatibilité disponible sur le site de la DREAL Grand-Est ne permet pas d'évaluer la compatibilité d'un rejet pour une concentration inférieure à la LQ, il ne permet pas non plus la prise en considération des taux d'abattement de la station de traitement externe au site.

Ainsi dans le cadre des difficultés énoncées ci-avant, l'exploitant n'a pas pris en considération dans les éléments transmis le 6 décembre 2024, les éléments concernant l'apport amont des

polluants, ou permettant de démontrer que ses rejets sont compatibles avec le milieu récepteur dans un cas défavorable et majorant (tel que la prise en compte de la qualité des eaux en aval du rejet et non en amont pour déterminer le flux maximum admissible par le milieu).

L'exploitant n'a donc pas mis en œuvre les actions lui permettant de répondre favorablement à la prescription contrôlée, bien qu'une action corrective lui ait été demandée en janvier 2024.

L'Inspection note en particulier que l'exploitant était en mesure de mandater un nouveau prélèvement dans le milieu en amont, entre le 5 juin 2024, et la transmission du 6 décembre 2024, et à fortiori entre le 5 juin 2024 et la date du présent contrôle.

Par ailleurs, il aurait également pu considérer des valeurs majorantes, telles que les valeurs dans le milieu à l'aval de ses rejets, au niveau de la station de mesure "le Grand Canal à ROSENAU". En effet si en prenant en considération, la concentration des polluants en aval de ses rejets égale à la concentration amont, il aurait pu réaliser le travail de démonstration de la compatibilité de ses rejets avec le milieu récepteur exigé par la prescription contrôlée.

Afin de pouvoir statuer sur ce point, et envisager la mise en œuvre de prescription pour la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, l'Inspection a engagé dans le cadre du contrôle ce travail de vérification de la compatibilité des rejets avec le milieu récepteur.

Ainsi et sur la base des éléments fournis dans le cadre du présent contrôle (cf détail ci-avant), et sur la base des données disponibles à la station de mesure précitée, l'Inspection a pu déterminer un ensemble de concentration et flux à mettre en place par voie de prescription afin que le rejet soit compatible avec le milieu naturel et les objectifs qualité du cours d'eau. Il est à noter (au regard des débits de l'installation, et des débits d'étiage du Rhin), que les flux déterminés sont très en dessous du flux maximal admissibles, variant de moins de  $10^{-6}\%$  à maximum 0.06% du flux maximal admissible. Les enjeux sont donc très limités. Un tableau de synthèse est annexé (annexe 2) au présent rapport. Un projet d'arrêté préfectoral est en cours d'élaboration, et un rapport d'examen l'accompagnera afin de motiver les prescriptions prises.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

#### N° 4 : Programme de surveillance (Valeurs limite d'émission)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32, 33 et 34

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 10/01/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 25/04/2024

**Prescription contrôlée :**

par souci de lisibilité compte tenu du volume important des prescriptions contrôlées, ces



dernières sont reprises en annexe 1 du présent rapport.

### **Constats :**

Dans le cadre du contrôle réalisé le 10 janvier 2024, il avait pu être constaté que l'exploitant ne s'était pas positionné sur l'intégralité des substances listées dans les articles pris en référence dans la prescription contrôlée. En effet compte tenu de la diversité des produits susceptibles d'être présents, l'exploitant avait choisi de faire réaliser des campagnes de mesure sur les paramètres listés dans les prescriptions contrôlées. Cependant, le contrôle des éléments transmis, avait pu montrer que certaines substances n'avaient pas été mesurées par l'exploitant tel que l'acide chloroacétique ou le 4-chloro-3-méthylphénol.

Faisant suite à ces constats, l'exploitant a transmis par courrier du 23 avril 2024 des résultats d'analyse complémentaires à ses investigations initiales incluant les paramètres acide chloroacétique et 4-chloro-3-méthylphénol précités.

Dans son courrier du 6 décembre 2024, à l'éclairage des campagnes de mesures réalisées, et en lien avec les prescriptions contrôlées, l'exploitant propose pour la surveillance de ses rejets industriels :

- de retenir l'ensemble des paramètres et substances prévus à l'article 32 alinéas 1 et 2 (macropolluants),
- de retenir uniquement le Cuivre, le Zinc, le Fer et Aluminium, les AOX, et les fluorures sous conditions concernant les paramètres et substances de l'alinéa 3 de l'article 32. Ces substances sont dites "caractéristiques des activités industrielles". Ainsi, 9 paramètres ou substances ne sont pas retenues par l'exploitant compte tenu de valeurs mesurées inférieures à Limite de Quantification (LQ),
- de retenir uniquement le fluoranthène, les HAP, et les PFOS dans les substances listées à l'alinéa 4 de l'article 32 (autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau). Les autres substances sont exclues compte tenu de valeurs mesurées inférieures à LQ, exception faite des dioxines, et AMPA qui ont été mesurées, mais à des quantités très faibles selon le positionnement de l'exploitant.
- de ne retenir aucune des substances listées au point 14 de l'article 33 (en lien avec le secteur d'activité de la chimie), compte tenu des valeurs mesurées inférieures à LQ.

Il est à noter que les paramètres déclassant pour la masse d'eau considérée sont le Benzo(g,h,i)perylene (faisant partie des HAP identifiés par l'exploitant), le Benzo(a)pyrene (faisant partie des HAP identifiés par l'exploitant), et les PFOS (identifié par l'exploitant).

Dans le cadre du présent contrôle, l'Inspection a pu vérifier par échantillonnage (pour certaines des substances de l'alinéa 3 de l'article 32 : manganèse, nickel, étain, mercure et indice phénol) que les LQ prises en considération correspondent aux LQ requises par l'avis du 19/10/19 relatif aux limites de quantification des couples « paramètre-matrice » de l'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques. Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection.

Par ailleurs, afin de confirmer certaines des hypothèses formulées dans ce positionnement, l'Inspection s'est attachée à vérifier lors du contrôle sur site, l'état des matières stockées édité au 7 novembre 2025, et par échantillonnage, les quantités de certains mélanges engagés en production pouvant se retrouver dans les eaux industrielles rejetées. L'objectif du contrôle était d'identifier si des matières susceptibles d'être présentes sur site et engagées dans le procédé,

pouvait remettre en cause les exclusions formulées par l'exploitant dans son positionnement. Ainsi, il a été retenu d'investiguer sur les 5 produits suivants :

- MP M+ CHLORURE D ETAIN 2-H2O
- MP M+ SULFATE DE MANGANESE H2O
- MP M+ ROUGE DE PHENOL SEL DE NA
- MP M+ CHLORURE DE NICKEL x-H2O
- et C MERCURE (II) IODURE

En effet dans son positionnement l'exploitant exclu les paramètres étain, manganèse, phénol, nickel et mercure de la surveillance qu'il propose d'instaurer.

La vérification des fiches de données sécurités fournies par l'exploitant lors du contrôle, et le contrôle sur site des recettes de fabrication, ainsi que les données fournies par l'exploitant postérieurement au contrôle montre que :

- le produit mercuriel n'est plus utilisé sur site (produits anciennement utilisés au laboratoire d'analyse),
- les autres produits listés ci-dessus, sont effectivement engagés dans le procédé de fabrication et sont susceptibles d'être relargués dans les eaux industrielles à l'issue du procédé de fabrication.
- les quantités annuelles utilisées sont faibles :

MPM+ Chlorure d'étain 2-H2O : 1.830 gr. La part d'étain constituant environ 1,098gr.

MPM+ Sulfate de manganèse H2O : 2.740 gr. La part de manganèse constituant environ 1,096gr.

MPM+ Chlorure de nickel x-H2O : 1.930 gr. La part de nickel constituant environ 0.772gr.

MPM+ Rouge de phénol sel de Na : 57.400 gr. La part de composés phénolés constituant 57.4gr.

Les éléments recueillis lors du contrôle montrent que les quantités d'eau rejetées sur l'année 2023 (année des mesures réalisées dans le cadre du positionnement) sont d'environ 340 000 m3. Compte tenu de ces volumes, les concentrations moyennes annuelles suivantes sont déduites :

MPM+ Chlorure d'étain 2-H2O : 0,003µg/l (LQ = 5µg/l)

MPM+ Sulfate de manganèse H2O : 0,0032µg/l (LQ = 5µg/l)

MPM+ Chlorure de nickel x-H2O : 0,0023µg/l (LQ = 5µg/l)

MPM+ Rouge de phénol sel de Na : 0,167µg/l (LQ = 25µg/l)

Les quantités relevées, et concentrations moyennes calculées confirment les éléments transmis par l'exploitant.

Compte tenu des éléments qui précèdent, l'Inspection considère que l'exploitant a réalisé les actions correctives demandées, et l'Inspection dispose de suffisamment d'élément pour la rédaction d'un arrêté préfectoral complémentaire qui fera l'objet d'un rapport de motivation distinct du présent rapport et sera transmis ultérieurement pour avis à l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

**N° 5 :** Programme de surveillance (fréquence)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 10/01/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 25/04/2024

**Prescription contrôlée :**

Par souci de lisibilité compte tenu du volume important des prescriptions contrôlées, ces dernières sont reprises en annexe 1 du présent rapport.

**Constats :**

Dans le cadre du contrôle réalisé le 10 janvier 2024, il avait pu être constaté que l'exploitant ne s'était pas positionné sur l'intégralité des substances listées dans les articles pris en référence dans la prescription contrôlée. Ainsi le programme de surveillance proposé ne pouvait pas être considéré comme complet.

Dans le cadre de son courrier du 6 décembre 2024, l'exploitant propose le programme de surveillance suivant :

- fréquences semestrielles pour : les MES, la DBO5, la DCO, l'Azote Global, le Phosphore total, le Cuivre, le Zinc, le Fer+Aluminium, les AOX, le fluoranthène, les HAP, et les PFOS,
- un suivi mensuel pour les ions Fluorures sur 6 mois afin d'affiner le positionnement.

Exception faite du paramètre fluorure, les périodicités proposées sont conformes à la prescription contrôlée.

Lors du contrôle sur site, l'exploitant a pu présenter les analyses complémentaires réalisées en 2025 pour le paramètre fluorures :

- 15 Janvier 2025 = 13 mg/l avec un débit 720 m3/j soit un flux de 9.36 kg/j
- 6 Février 2025 = 5 mg/l avec un débit 768 m3/j soit un flux de 3.84 kg/j
- 10 Mars 2025 = 11 mg/l avec un débit 768 m3/j soit un flux de 8.45 kg/j
- 2 Avril 2025 = 12 mg/l avec un débit 672 m3/j soit un flux de 8.06 kg/j
- 14 Mai 2025 = 10 mg/l avec un débit 840 m3/j soit un flux de 8.4 kg/j
- 4 Juin 2025 = 7.5 mg/l avec un débit 1464 m3/j soit un flux de 10.98 kg/j

Pour les fluorures, le seuil de flux coupure déclenchant une autosurveillance journalière des rejets, est fixé à 10 kg/j. Les données d'autosurveillance transmises par l'exploitant montrent que ce seuil est dépassé (juin 2025), la périodicité mensuelle appliquée n'est donc pas conforme à la prescription contrôlée.

Il est à noter qu'un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera prochainement proposé, et intégrera une fréquence journalière pour le paramètre fluorure conformément aux dispositions ministérielles prévues.

Ainsi compte tenu du dépassement limité en fréquence, et du projet de prescription à venir, il est proposé en l'état de ne pas faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre sous un mois une surveillance journalière sur le paramètre fluorure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 1 mois

## Annexe 1 – Prescriptions contrôlées

### **Article 32 de l'arrêté du 2 février 1998**

(Arrêté du 6 août 2007, article 1er, Arrêté du 17 juin 2014, article 8, Arrêté du 24 août 2017, annexe I articles 7 21° et 22°, Arrêté du 28 février 2022, article 1er et annexe 16° et 17° et Arrêté du 7 juillet 2023, article 1er 4°)

Sans préjudice des dispositions [de l'article 22](#) et des dispositions particulières à certaines activités prévues [par l'article 33](#) ci-après, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.

Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée en considérant la concentration nette qui résulte de l'activité de l'installation industrielle «, sous réserve de la démonstration par l'exploitant de la compatibilité du rejet avec le milieu récepteur et de la protection des intérêts mentionnés [à l'article L. 211-1 du code de l'environnement](#), notamment en ce qui concerne les rejets et prélèvements. »

#### **1 - Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)**

Matières en suspension (Code SANDRE:1305)

100 mg/l si le flux journalier maximal autorisé par l'arrêté n'excède pas 15 kg/j,

35 mg/l au-delà,

150 mg/l dans le cas d'une épuration par lagunage.

DBO5 (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313)

100 mg/l si le flux journalier maximal autorisé n'excède pas 30 kg/j, ce flux est ramené à 15 kg/j pour les eaux réceptrices visées [par l'article D. 211-10 du code de l'environnement](#),

30 mg/l au-delà.

DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE:1314)

300 mg/l si le flux journalier maximal autorisé n'excède pas 100 kg/j, ce flux est ramené à 50 kg/j pour les eaux réceptrices visées [par l'article D. 211-10 du code de l'environnement](#),

125 mg/l au-delà.

Toutefois des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation dans les cas suivants :

- lorsqu'il existe une valeur limite exprimée en flux spécifique de pollution,
- lorsque le rejet s'effectue en mer, pour la DBO5 et la DCO,
- lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO5 et les MES,
- lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 85 % pour la DCO, sans toutefois que la concentration dépasse 300 mg/l, et à 90 % pour la DBO5 et les MES, sans toutefois que la concentration dépasse 100 mg/l.

#### **2 - Azote et phosphore**

a) Dispositions générales

Azote (azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé) (Code SANDRE:1551)

30 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 50 kg/j.

Toutefois des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation lorsque le rendement de la station d'épuration de l'installation atteint au moins 80 % pour l'azote pour les installations nouvelles et 70 % pour les installations modifiées.

Phosphore (phosphore total) (Code SANDRE:1350)

10 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 15 kg/j.

Toutefois des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation lorsque le rendement de la station d'épuration de l'installation atteint au moins 90 % pour le phosphore.

b) Dispositions particulières pour les rejets dans le milieu naturel appartenant à une zone sensible telle que définie en application de l'article R. 211-94 du code de l'environnement.

En plus des dispositions précédentes, l'arrêté d'autorisation, selon les niveaux de flux du rejet et les caractéristiques du milieu récepteur, impose les dispositions suivantes pour au moins un des deux paramètres.

Azote (azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé) :  
(Code SANDRE:1551)

15 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 150 kg/j ;

10 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 300 kg/j.

Toutefois des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation lorsque le rendement de la station d'épuration de l'installation atteint au moins 80 % pour l'azote.

Phosphore (phosphore total) (Code SANDRE:1350)

2 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 40 kg/j,

1 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est supérieur à 80 kg/j.

Toutefois des valeurs limites de concentration différentes peuvent être fixées par l'arrêté d'autorisation lorsque le rendement de la station d'épuration de l'installation atteint au moins 90 % pour le phosphore.

c) Pour l'azote, lorsque le procédé d'épuration mis en œuvre est un procédé biologique, les dispositions prévues au a) et au b) sont respectées lorsque la température de l'eau au niveau du réacteur est d'au moins 12 °C.

Cette condition de température peut être remplacée par la fixation de périodes d'exigibilité

déterminées en fonction des conditions climatiques régionales.

Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de 24 heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées au a) et au b).

### 3 - Substances caractéristiques des activités industrielles

Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

|                                                          | N° CAS     | Code SANDRE | Valeur limite de concentration | Seuil de flux              |
|----------------------------------------------------------|------------|-------------|--------------------------------|----------------------------|
| (1) Indice phénols                                       | -          | 1440        | 0,3 mg/l                       | si le rejet dépasse 3 g/j  |
| (2) Indice cyanures totaux                               | 57-12-5    | 1390        | 0,1 mg/l                       | si le rejet dépasse 1 g/j  |
| (3) Chrome hexavalent et composés (en Cr <sup>6+</sup> ) | 18540-29-9 | 1371        | 50 µg/l                        | si le rejet dépasse 1g/j   |
|                                                          |            |             | 0,1 mg/l                       |                            |
| (4) Plomb et ses composés (en Pb)                        | 7439-92-1  | 1382        |                                | si le rejet dépasse 5 g/j  |
|                                                          |            |             | 0,150 mg/l                     |                            |
| (5) Cuivre et ses composés (en Cu)                       | 7440-50-8  | 1392        |                                | si le rejet dépasse 5 g/j  |
|                                                          |            |             |                                | si le rejet dépasse 5 g/j  |
| (6) Chrome et ses composés (en Cr)                       | 7440-47-3  | 1389        | 0,1 mg/l                       |                            |
|                                                          |            |             |                                | si le rejet dépasse 5 g/j  |
| (7) Nickel et ses composés (en Ni)                       | 7440-02-0  | 1386        | 0,2 mg/l                       |                            |
|                                                          |            |             |                                | si le rejet dépasse 5 g/j  |
|                                                          |            |             |                                | si le rejet dépasse 20 g/j |
|                                                          |            |             | 0,8 mg/l                       |                            |
| (8) Zinc et ses composés (en Zn)                         | 7440-66-6  | 1383        |                                |                            |
|                                                          |            |             |                                |                            |
| (9) Manganèse et composés (en Mn)                        | 7439-96-5  | 1394        | 1 mg/l                         | si le rejet dépasse        |

|                                                                                                               |            |            |         |                                      |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|---------|--------------------------------------|
| (10) Etain et ses composés (en Sn)                                                                            | 7440-31-5  | 1380       | 2 mg/l  | 10 g/j<br>si le rejet dépasse 20 g/j |
| (11) Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)                                                                    | -          | 7714       | 5 mg/l  | si le rejet dépasse 20 g/j           |
|                                                                                                               |            | 1106 (AOX) |         |                                      |
| (12) Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) (1) | -          |            | 1 mg/l  | si le rejet dépasse 30 g/j           |
|                                                                                                               |            | 1760 (EOX) |         |                                      |
| (13) Hydrocarbures totaux                                                                                     | -          | 7009       | 10 mg/l | si le rejet dépasse 100 g/j          |
| (14) Ion fluorure (en F <sup>-</sup> )                                                                        | 16984-48-8 | 7073       | 15 mg/l | si le rejet dépasse 150 g/j          |

(1) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.

#### 4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau

Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

##### Substances de l'état chimique

|                       | N° CAS     | Code SANDRE | Valeur limite de concentration | Seuil de flux            |
|-----------------------|------------|-------------|--------------------------------|--------------------------|
| Alachlore             | 15972-60-8 | 1101        | 25 µg/l                        | si le rejet dépasse 1g/j |
| Anthracène*           | 120-12-7   | 1458        | 25 µg/l                        |                          |
| Atrazine              | 1912-24-9  | 1107        | 25 µg/l                        | si le rejet dépasse 1g/j |
| Benzène               | 71-43-2    | 1114        | 50 µg/l                        | si le rejet dépasse 1g/j |
|                       |            |             | 50µg/l                         |                          |
| Diphényléthers bromés | -          | -           | (somme des composés)           | -                        |
| Tétra BDE 47*         | 5436-43-1  | 2919        | 25 µg/l                        | -                        |



|                                                                |                                         |                           |                                     |                          |
|----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|---------------------------|-------------------------------------|--------------------------|
| Penta BDE 99*                                                  | 60348-60-9                              | 2916                      | 25 µg/l                             | -                        |
| Penta BDE 100                                                  | 189084-64-8                             | 2915                      | -                                   | -                        |
| Hexa BDE 153*                                                  | 68631-49-2                              | 2912                      | 25 µg/l                             | -                        |
| Hexa BDE 154                                                   | 207122-15-4                             | 2911                      | -                                   | -                        |
| HeptaBDE 183*                                                  | 207122-16-5                             | 2910                      | 25 µg/l                             | -                        |
| DecaBDE 209                                                    | 1163-19-5                               | 1815                      | -                                   | -                        |
| Cadmium et ses composés*                                       | 7440-43-9                               | 1388                      | 25 µg/l                             | -                        |
| Chloroalcanes C10-13*                                          | 85535-84-8                              | 1955                      | 25 µg/l                             | -                        |
| Chlorfenvinphos                                                | 470-90-6                                | 1464                      | 25 µg/l                             | si le rejet dépasse 1g/j |
| Chlorpyrifos (éthylchlorpyrifos)                               | 2921-88-2                               | 1083                      | 25 µg/l                             | si le rejet dépasse 1g/j |
| Pesticides cyclodiènes (Aldrine, Dieldrine, Endrine, Isodrine) | 309-00-2 / 60-57-1 / 72-20-8 / 465-73-6 | 1103 / 1173 / 1181 / 1207 | 25 µg/l (somme des 4 drines visées) | -                        |
| DDT total (1)                                                  | 789-02-06                               | -                         | 25 µg/l                             | -                        |
| 1,2-Dichloroéthane                                             | 107-06-2                                | 1161                      | 25 µg/l                             | si le rejet dépasse 1g/j |
| Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)                        | 75-09-2                                 | 1168                      | 50 µg/l                             | si le rejet dépasse 2g/j |
| Diuron                                                         | 330-54-1                                | 1177                      | 25 µg/l                             | si le rejet dépasse 1g/j |
| Endosulfan (somme des isomères)*                               | 115-29-7                                | 1743                      | 25 µg/l                             | -                        |
| Fluoranthène                                                   | 206-44-0                                | 1191                      | 25 µg/l                             | si le rejet dépasse 1g/j |
| Naphtalène                                                     | 91-20-3                                 | 1517                      | 130µg/l                             | si le rejet dépasse 1g/j |
| Hexachlorobenzène*                                             | 118-74-1                                | 1199                      | 25 µg/l                             | -                        |
| Hexachlorobutadiène*                                           | 87-68-3                                 | 1652                      | 25 µg/l                             | -                        |
| Hexachlorocyclohexane (somme des isomères)*                    | 608-73-1                                | 1200 / 1201 / 1202        | 25 µg/l                             | -                        |
| Isoproturon                                                    | 34123-59-6                              | 1208                      | 25 µg/l                             | si le rejet dépasse 1g/j |
| Mercure et ses composés*                                       | 7439-97-6                               | 1387                      | 25 µg/l                             | -                        |
| Nonylphénols *                                                 | 84-852-15-3                             | 1958                      | 25 µg/l                             | -                        |

|                                                                             |             |             |                                      |                          |
|-----------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|--------------------------------------|--------------------------|
| Octylphénols                                                                | 140-66-9    | 1959        | 25 µg/l                              | si le rejet dépasse 1g/j |
| Pentachlorobenzène*                                                         | 608-93-5    | 1888        | 25 µg/l                              |                          |
| Pentachlorophénol                                                           | 87-86-5     | 1235        | 25 µg/l                              | si le rejet dépasse 1g/j |
| Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)                               | -           | 7088        |                                      |                          |
| Benzo(a)pyrène *                                                            | 50-32-8     | 1115        |                                      |                          |
| Benzo(b)fluoranthène*                                                       | 205-99-2    | 1116        | 25 µg/l (somme des 5 composés visés) | -                        |
| Benzo(k)fluoranthène*                                                       | 207-08-9    | 1117        |                                      |                          |
| Benzo(g,h,i)perylène*                                                       | 191-24-2    | 1118        |                                      |                          |
| Indeno(1,2,3-cd)pyrène*                                                     | 193-39-5    | 1204        |                                      |                          |
| Simazine                                                                    | 122-34-9    | 1263        | 25 µg/l                              | si le rejet dépasse 1g/j |
| Tétrachloroéthylène                                                         | 127-18-4    | 1272        | 25 µg/l                              | si le rejet dépasse 1g/j |
| Tétrachlorure de carbone                                                    | 56-23-5     | 1276        | 25 µg/l                              | si le rejet dépasse 1g/j |
| Trichloroéthylène                                                           | 79-01-6     | 1286        | 25 µg/l                              | si le rejet dépasse 1g/j |
| Composés du tributylétain (tributylétain?cation)*                           | 36643-28-4  | 2879        | 25 µg/l                              | -                        |
| Trichlorobenzènes                                                           | 12002-48-1  | 1630 / 1283 | 25 µg/l                              | si le rejet dépasse 1g/j |
| Trichlorométhane (chloroforme)                                              | 67-66-3     | 1135        | 50 µg/l                              | si le rejet dépasse 2g/j |
| <u>Autres substances de l'état chimique</u>                                 |             |             |                                      |                          |
| Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)*                                            | 117-81-7    | 6616        | 25 µg/l                              | -                        |
| Trifluraline*                                                               | 1582-09-8   | 1289        | 25 µg/l                              | -                        |
| Acide perfluoro octanesulfonique et ses dérivés* (PFOS)                     | 45298-90-6  | 6561        | 25 µg/l                              | -                        |
| Quinoxylène*                                                                | 124495-18-7 | 2028        | 25 µg/l                              | -                        |
| Dioxines et composés de type dioxines* dont certains PCDD, PCDF - et PCB-TD |             | 7707        | 25 µg/l                              | -                        |
| Aclonifène                                                                  | 74070-46-5  | 1688        | 25 µg/l                              | si le rejet dépasse      |

|                                                                              |                       |         |                                                                           |                                  |
|------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|---------|---------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|
| Bifénox                                                                      | 42576-02-3            | 1119    | 25 µg/l                                                                   | 1g/j<br>si le rejet dépasse 1g/j |
| Cybutryne                                                                    | 28159-98-0            | 1935    | 25 µg/l                                                                   | si le rejet dépasse 1g/j         |
| Cyperméthrine                                                                | 52315-07-8            | 1140    | 25 µg/l                                                                   | si le rejet dépasse 1g/j         |
| Hexabromocyclododécane* (HBCDD)                                              | 3194-55-6             | 7128    | 25 µg/l                                                                   | -                                |
| Heptachlore* et époxyde d'heptachlore*                                       | 76-44-8/<br>1024-57-3 | 7706    | 25 µg/l                                                                   | -                                |
| <u>Polluants spécifiques de l'état écologique</u>                            |                       |         |                                                                           |                                  |
| Arsenic et ses composés                                                      | 7440-38-2             | 1369    | 25 µg/l                                                                   | si le rejet dépasse 0,5 g/j      |
| AMPA                                                                         | 77521-29-0            | 1907    | 450µg/l                                                                   | si le rejet dépasse 1g/j         |
| Glyphosate                                                                   | 1071-83-6             | 1506    | 28µg/l                                                                    | si le rejet dépasse 1g/j         |
| Toluène                                                                      | 108-88-3              | 1278    | 74 µg/l                                                                   | si le rejet dépasse 2g/j         |
| Tributylphosphate (Phosphate de tributyle)                                   | 126-73-8              | 1847    | 82µg/l                                                                    | si le rejet dépasse 2g/j         |
| Biphényle                                                                    | 92-52-4               | 1584    | 25 µg/l                                                                   | si le rejet dépasse 1g/j         |
| Xylènes (Somme o,m,p)                                                        | 1330-20-7             | 1780    | 50 µg/l                                                                   | si le rejet dépasse 2g/j         |
| -                                                                            | -                     | NQE     |                                                                           |                                  |
| Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local | -                     | 25 µg/l | - si le rejet dépasse 1g/j, dans le cas où la NQE est supérieure à 25µg/l |                                  |

- si le rejet dépasse  
1g/j, dans le cas où la  
NQE est inférieure à  
25µg/l

(1) Le DDT total comprend la somme des isomères suivants : 1,1,1-trichloro-2,2 bis (p-chlorophényl) éthane (numéro CAS 50-29-3) ; 1,1,1-trichloro-2 (o-chlorophényl)-2-(p-chlorophényl) éthane (numéro CAS 789-02-6) ; 1,1 dichloro-2,2 bis (p-chlorophényl) éthylène (numéro CAS 72-55-9) ; et 1,1-dichloro-2,2 bis (p-chlorophényl) éthane (numéro CAS 72-54-8).

Les substances dangereuses marquées d'une \* dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions [de l'article 22-2-III du présent arrêté](#).

*Nota 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par [l'arrêté du 24 août 2017](#) s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.*

*Nota 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par [la Directive 2013/39/UE](#), les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.*

### **Article 33 de l'arrêté du 2 février 1998 :**

(Arrêté du 12 février 2003, article 3, Arrêté du 3 janvier 2005, article 2, Arrêté du 28 février 2013, article 2 II, Arrêté du 17 juin 2014, article 9, Arrêté du 24 août 2017, annexe I article 7, Arrêté du 22 octobre 2018, article 15 et Arrêté du 4 novembre 2024, article 8 4°)

Nonobstant les dispositions [de l'article 22](#), pour certaines activités, les dispositions [de l'article 32](#) sont modifiées conformément aux dispositions présentées ci-après.

[...]

14 - Chimie

Les valeurs limites de concentration suivantes sont respectées selon les activités visées :

|         | N°<br>CAS    | Code<br>SANDRE | Valeur limite de<br>concentration | Seuil de<br>flux                  | Types d'activités<br>concernées  |
|---------|--------------|----------------|-----------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------|
| Toluène | 108-<br>88-3 | 1278           | 1,5mg/l                           | Si le rejet<br>dépasse<br>100 g/j | Pour la production de<br>toluène |

|                                         |           |      |                      |                             |                                                                              |
|-----------------------------------------|-----------|------|----------------------|-----------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
|                                         |           |      | 50 µg/l              |                             | sinon                                                                        |
| Xylènes (Somme o,m,p)                   | 1330-20-7 | 1780 | 200 µg/l<br>50 µg/l  | Si le rejet dépasse 10 g/j  | Pour la production de xylènes<br><br>sinon                                   |
| 1,2 dichloroéthane                      | 107-06-2  | 1161 | 50 µg/l<br>25 µg/l   | Si le rejet dépasse 100 g/j | Pour la production ou la transformation de 1,2 dichloroéthane<br><br>sinon   |
| Dichlorométhane (Chlorure de méthylène) | 75-09-2   | 1168 | 500 µg/l             | Si le rejet dépasse 100 g/j |                                                                              |
| Chlorure de vinyle                      | 75-01-04  | 1753 | 200 µg/l<br>50 µg/l  | Si le rejet dépasse 5 g/j   | Pour la production de polymères ou copolymères<br><br>sinon                  |
| Trichlorométhane (Chloroforme)          | 67-66-3   | 1135 | 400 µg/l<br>100 µg/l | Si le rejet dépasse 2 g/j   | Pour les productions de chlorure de vinyle et de chlorométhanés<br><br>sinon |
| Ethylbenzène                            | 100-41-4  | 1497 | 150 µg/l             | Si le rejet dépasse 100 g/j |                                                                              |
| 2-nitrotoluene                          | 88-72-2   | 2613 | 25 µg/l              | Si le rejet dépasse 5 g/j   |                                                                              |
| Phosphate de                            | 126-      | 1847 | 50 µg/l              | Si le rejet                 |                                                                              |

|                         |         |      |          |                           |  |
|-------------------------|---------|------|----------|---------------------------|--|
| tributyle               | 73-8    |      |          | dépasse 5 g/j             |  |
| Acide chloroacétique    | 79-11-8 | 1465 | 50 µg/l  | Si le rejet dépasse 2 g/j |  |
| 4-chloro-3-méthylphénol | 59-50-7 | 1636 | 100 µg/l | Si le rejet dépasse 5 g/j |  |

[...]

### **Article 34 de l'arrêté du 2 février 1998**

**(Arrêté du 17 juin 2014, article 10 et Arrêté du 24 août 2017, annexe I article 7)**

« Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions.

« L'étude d'impact ou l'étude d'incidence comporte un volet spécifique relatif au raccordement. Ce volet atteste de l'aptitude précitée, détermine les caractéristiques des effluents qui peuvent être admis sur le réseau, et précise la nature ainsi que le dimensionnement des ouvrages de prétraitement prévus, le cas échéant, pour réduire la pollution à la source et minimiser les flux de pollution et les débits raccordés. Les incidences du raccordement sur le fonctionnement de la station, la qualité des boues, et, s'il y a lieu, leur valorisation, sont en particulier étudiées au regard de la présence éventuelle de micropolluants minéraux ou organiques dans les effluents.

« Lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration collective ne dépassent pas :

- « - MES : 600 mg/l ;
- « - DBO5 : 800 mg/l ;
- « - DCO : 2 000 mg/l ;
- « - Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ;
- « - Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l.

« Toutefois, l'arrêté d'autorisation peut prescrire des valeurs limites en concentration supérieures si l'étude d'impact ou l'étude d'incidence démontre, à partir d'une argumentation de nature technique et, le cas échéant, économique, que de telles dispositions peuvent être retenues sans qu'il en résulte pour autant des garanties moindres vis-à-vis des impératifs de bon fonctionnement de la station d'épuration collective et de protection de l'environnement.

« Cette disposition s'applique également pour une installation raccordée à une station d'épuration industrielle ([2750](#)) ou mixte ([rubrique 2752](#)) dans le cas de rejets de micropolluants.

« En revanche, lorsqu'une installation est raccordée à une station d'épuration urbaine, les valeurs limites d'émissions en sortie d'installation des polluants autres que les macropolluants mentionnés ci-dessus sont les mêmes que celles pour un rejet dans le milieu naturel.

« Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation délivré au titre de la législation des installations classées s'appliquent sans préjudice de l'autorisation au raccordement au réseau public délivrée, en application de l'article L. 1331-10 [du code de la santé publique](#), par la collectivité à laquelle appartient le réseau.»

*Nota 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par [l'arrêté du 24 août 2017](#) s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.*

*Nota 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par [la Directive 2013/39/UE](#), les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.*

## Article 60 de l'arrêté du 2 février 1998

**(Arrêté du 24 août 2017, annexe I article 11 et Arrêté du 28 février 2022, article 1er et annexe 24°)**

Lorsque les flux définis ci-dessous sont dépassés, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective.

1° La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m<sup>3</sup>. Dans les autres cas, le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.

2° Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.

|                                                 | Fréquence de suivi | Seuil de flux |
|-------------------------------------------------|--------------------|---------------|
| DCO (sur effluent non décanté)                  | Journalière        | 300 kg/j      |
| Matières en suspension                          | Journalière        | 100 kg/j      |
| DBO <sub>5</sub> (1) (sur effluent non décanté) | Journalière        | 100 kg/j      |
| Azote global                                    | Journalière        | 50 kg/j       |
| Phosphore total                                 | Journalière        | 15 kg/j       |
| Hydrocarbures totaux                            | Journalière        | 10 kg/j       |
| Ion fluorure (en F <sup>-</sup> )               | Journalière        | 10 kg/j       |

|                                                                                       |                   |         |
|---------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|---------|
| Composés organiques du chlore (AOX ou EOX) (3)                                        | Journalière       | 2 kg/j  |
| Indice phénols                                                                        | Journalière       | 500 g/j |
| Aluminium et composés (en Al)                                                         | Journalière       | 5 kg/j  |
| Etain et composés (en Sn)                                                             | Journalière       | 4 kg/j  |
| Fer et composés (en Fe)                                                               | Journalière       | 5 kg/j  |
| Manganèse et composés (en Mn)                                                         | Journalière       | 2 kg/j  |
|                                                                                       | Mensuelle         | 500 g/j |
| Chrome et composés (en Cr)                                                            | Trimestrielle (2) | 200 g/j |
|                                                                                       | Mensuelle         | 500 g/j |
| Cuivre et composés (en Cu)                                                            | Trimestrielle (2) | 200 g/j |
|                                                                                       | Mensuelle         | 100 g/j |
| Nickel et composés (en Ni)                                                            | Trimestrielle (2) | 20 g/j  |
|                                                                                       | Mensuelle         | 100 g/j |
| Plomb et composés (en Pb)                                                             | Trimestrielle (2) | 20 g/j  |
|                                                                                       | Mensuelle         | 500 g/j |
| Zinc et composés (en Zn)                                                              | Trimestrielle (2) | 200 g/j |
|                                                                                       | Mensuelle         | 100 g/j |
| Chrome hexavalent (en Cr6+)                                                           | Trimestrielle (2) | 20 g/j  |
| Indice cyanures totaux                                                                | Journalière       | 200 g/j |
|                                                                                       | Mensuelle         | 100 g/j |
| Autre substance dangereuse visée à l'article 32-4                                     | Trimestrielle (2) | 20 g/j  |
|                                                                                       | Mensuelle         | 5 g/j   |
| Autre substance dangereuse identifiée par une étoile <a href="#">à l'article 32-4</a> | Trimestrielle (2) | 2 g/j   |

« Dans le cas d'effluents raccordés, l'arrêté d'autorisation peut, le cas échéant, se référer à des fréquences différentes pour les paramètres DCO, DBO5 (1), MES, azote global et phosphore total. Ces fréquences sont au minimum hebdomadaires. »

*(1) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la*



*station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.*

*(2) Dans le cas d'effluents raccordés, l'arrêté d'autorisation peut se référer à des fréquences différentes pour la surveillance des rejets de micropolluants si celles-ci sont déjà définies par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station.*

Dans le cas des rejets de bassins de lagunage, des seuils ou des fréquences différents pourront être fixés en ce qui concerne le paramètre MES.

*(3) La mesure journalière du paramètre AOX ou EOX n'est pas nécessaire lorsque plus de 80 % des composés organiques halogénés sont clairement identifiés et qu'une mesure journalière de leurs niveaux d'émissions est déjà effectuée sur ces composés de manière individuelle. La fraction des composés organohalogénés non identifiés ne représente alors pas plus de 0,2 mg/l.*

[...]